

"Tu es druze... nous allons te brûler, toi et ta moto": Violations graves des droits des Druzes pendant (avril – mai 2025)



Il faut autoriser immédiatement la Commission d'enquête internationale indépendante sur la Syrie (COI) et le Mécanisme international, impartial et indépendant (IIIM) à accéder à toutes les zones ayant connu des violations des droits de l'homme afin de garantir la conduite d'enquêtes indépendantes, équitables et impartiales

"Tu es druze... nous allons te brûler, toi et ta moto": Violations graves des droits des Druzes pendant (avril – mai 2025)

Il faut autoriser immédiatement la Commission d'enquête internationale indépendante sur la Syrie (COI) et le Mécanisme international, impartial et indépendant (IIIM) à accéder à toutes les zones ayant connu des violations des droits de l'homme afin de garantir la conduite d'enquêtes indépendantes, équitables et impartiales

Résumé exécutif :

Cette enquête approfondie a documenté des schémas récurrents de violations graves des droits de l'homme, comprenant des exécutions extrajudiciaires, des arrestations arbitraires, la torture et les traitements dégradants, le pillage de biens, la discrimination confessionnelle et les discours de haine, dans les sous-districts de Sahnaya, Achrafiyat Sahnaya et Jaramana (campagne de Damas), ainsi que dans le village d'As-Soura al-Koubra, au nord de Soueïda, durant avril et mai/mai 2025.

Ces violations ont eu lieu dans le contexte d'affrontements armés entre des factions locales (combattants druzes) d'une part, et les forces de sécurité générale ainsi que les groupes armés qui les soutiennent d'autre part, à la suite de la diffusion d'un enregistrement audio d'origine inconnue comportant des propos offensants envers la religion islamique et qui avait alors été attribué au cheikh druze Marwan Kiwan, avant qu'il ne soit établi ultérieurement qu'il n'était pas l'auteur de cet enregistrement.

L'enquête se concentre sur la documentation des agressions survenues durant les mois d'avril et mai 2025, tandis que "Syrians for Truth and Justice" travaille à la préparation de rapports approfondis ultérieurs couvrant les développements des mois de juillet et août 2025. L'enquête se fonde sur 16 entretiens menés avec des victimes, leurs proches et des témoins oculaires, dont certains ont été déplacés par crainte d'être tués ou arrêtés, tandis que les familles restées sur place vivent dans un état continu de peur et d'insécurité.

Selon les témoignages et les sources locales, au moins 119 personnes ont été tuées, dont "Syrians" est parvenu à vérifier les données de 99 d'entre elles. Ont également été documentés des cas de disparition forcée, le refus des autorités de divulguer le sort des détenus, ainsi que des pratiques d'humiliation confessionnelle et le pillage de biens privés, dans un contexte d'absence de reddition de comptes et d'égalité dans l'application de la primauté du droit.

Les données documentées révèlent un environnement de vide sécuritaire et une absence flagrante de neutralité des "institutions de l'État", ce qui a permis l'émergence de factions armées opposées sur des bases confessionnelles, contribuant à l'affaiblissement de la confiance à l'égard des autorités et à l'accroissement de la fragilité de la situation sécuritaire. La gravité des violations et leur répétition par des entités militaires liées aux autorités transitoires à Damas indiquent une forte probabilité qu'elles aient été commises dans le cadre d'une politique plus large visant les Druzes, ce qui pourrait atteindre le seuil de crimes de guerre et/ou de crimes contre l'humanité.

Ce résumé en français est basé sur le document original préparé par l'organisation "Syrians for Truth and Justice".

Pour consulter l'intégralité du rapport ainsi que les faits et témoignages qu'il contient, veuillez consulter les liens suivants:

[En anglais:](#)

[En arabe:](#)



À PROPOS DE L'ORGANISATION

"Syrians for Truth and Justice" est une organisation de défense des droits de l'homme, non gouvernementale, indépendante, impartiale et à but non lucratif. L'idée de sa création est née chez l'un de ses fondateurs, motivé par son désir de contribuer à la construction de l'avenir de son pays d'origine, la Syrie, lors de sa participation au programme de bourses pour des pionniers de la démocratie (the Leadership Development Fellowship LDF), conçu par l'Initiative de partenariat américano-moyen-oriental (State's U.S.-Middle East Partnership Initiative MEPI) aux États-Unis en 2015.

Le projet a commencé par la publication d'histoires de Syriens ayant été victimes de arrestation arbitraire, de disparition forcée et de torture, et s'est ensuite développé pour devenir une organisation solide de défense des droits de l'homme, enregistrée au Moyen-Orient et dans l'Union Européenne. Elle s'engage à révéler toutes les violations des droits de l'homme à travers toute la géographie syrienne et par toutes les acteurs au conflit.

Partant de la conviction de "Syrians" que la diversité et la pluralité qui caractérisent la Syrie sont une bénédiction pour le pays, notre équipe de chercheurs et de bénévoles travaille avec dévouement pour surveiller, révéler et documenter les violations des droits de l'homme commises en Syrie principalement depuis 2011, quelle que soit l'entité responsable de ces violations ou le groupe qui en a été victime.